

Le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré

« N'eût été l'assainissement de la gouvernance, nous n'aurions pas pu faire les réalisations actuelles »



A quelques jours de la date anniversaire de son accession au pouvoir, le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré était face à la presse, le dimanche 27 septembre 2026. Pendant près de 2 heures, les échanges ont porté, entre autres, sur la lutte contre le terrorisme, la question de la gestion des ressources de l'Etat et les efforts consentis dans l'industrialisation. Sidwaya propose l'intégralité de l'entretien.

En 2022, vous accédiez au pouvoir, révolté quelque peu par la gestion du pays et surtout par celle de la crise sécuritaire. Quatre années après et à l'épreuve du pouvoir, votre jugement à l'endroit de vos prédécesseurs demeure-t-il aussi strict ou a-t-il évolué dans le sens de la flexibilité ?

Merci beaucoup pour cette occasion qui nous est donnée encore de nous adresser à nos compatriotes. Et je pense que vous l'avez dit, cela fait 4 ans que nous avons décidé de nous assumer. Aujourd'hui, je ne peux pas forcément dire que je peux juger mes prédécesseurs. Mais, il y a eu des dysfonctionnements dans la gouvernance, dans la manière de gérer la crise et tout ce qu'il y a en termes d'économie. Et voir le peuple souffrir et ne pas voir d'issue, l'espoir qui était en train donc de disparaître, nous a révoltés. Il y avait beaucoup de failles dans la gestion du pouvoir que nous avons pris le soin d'énumérer. Et aujourd'hui, vu la manière dont les choses se passent, je pense qu'on n'a pas eu tort d'entreprendre cette mission.

Quatre ans après, camarade président, si on vous demandait en un mot de qualifier la fonction présidentielle, comment la qualifieriez-vous ?

En un mot, je dirais sacrifice. Sacrifice dans tous les sens. Sacrifice parce que pour des pays comme les nôtres en Afrique, dans ces situations, peu importe les pays, même ceux qui ne sont pas en guerre, avec la situation de pauvreté, de mauvaise gouvernance, être chef d'Etat, je pense qu'il faut accepter le sacrifice, accepter de ne plus vouloir vivre comme on veut. Si vous affrontez les problèmes réels, cela veut dire que vous ferez face forcément aux impérialistes. Et il faut oublier tout ce qui peut être donc vacances que les gens ont l'habitude de prendre, la belle vie et tout ce qui va avec. Oublier tout cela et aussi être prêt au sacrifice suprême à n'importe quel moment. Si vous n'êtes pas prêt, vous aurez peur. Et si vous avez peur, vous ne pourrez jamais atteindre votre objectif. Donc, le mot sacrifice va beaucoup mieux avec.

Avez-vous le sentiment d'être compris dans vos discours et dans vos prises de décision ?

Aujourd'hui, je pense que la majorité des gens comprennent. Et cela, c'est un motif de satisfaction. C'est cela en



« Nous pouvons dire aujourd'hui que nous sommes une grande armée », président du Faso.

fait qui nous permet d'ailleurs de continuer le combat sans repos. Quand on sent que l'éveil qu'on prône tant est en train de devenir une réalité, la jeunesse comprend de mieux en mieux, que ce soit au Burkina, un peu partout en Afrique, je pense que les gens commencent à comprendre, à s'intéresser à ce que nous faisons. Donc, c'est un motif de satisfaction.

Vous vous êtes révélé sous la bannière du MPSR 2. C'est un mouvement dont on entend parler de moins en moins. On aimerait aujourd'hui savoir que devient le MPSR 2 ?

Oui, le mouvement est là. C'est un mouvement qui est en train de s'élargir, qui bientôt, sûrement, va progresser vers un autre mouvement. Mais parti d'un noyau, si je peux dire. Et tous ceux qui se sentent concernés par la révolution sont du MPSR 2, en fait. Donc nous avons voulu que les gens comprennent notre idéologie, notre philosophie, notre manière de fonctionner. Petit à petit, comme je l'ai dit, les gens comprennent. Les gens commencent à mieux voir vers là où on part, ce qu'on a envie de faire, et quel est l'avenir qu'on réserve à notre patrie. De plus en plus, je pense que c'est en train d'aller vers un mouvement beaucoup plus grand.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, aujourd'hui, quelles sont les acquis en termes de reconquête territoriale ?

Très souvent les gens posent la question au ministre de la Guerre et il donne des pourcentages du territoire reconquis. C'est vrai, mais je peux dire que nous sommes bien au-delà de ces pourcentages en

matière d'armée. Mais il est de ces zones-là où nous avons repris position, des zones qu'on avait perdues depuis peut-être 2017-2018. Nous avons repris position, mais nous avons souhaité aussi que les populations ne rejoignent pas. Il y a des zones où on a obligé les populations à rester à l'arrière d'abord. A la fin de la saison, nous avons un grand travail à faire pour leur permettre de rejoindre. Et pour quelqu'un qui observe la situation du Burkina de celle de 2022 à nos jours, je pense qu'honnêtement, oui, il y a eu une avancée. Parce que quand on prend, je le dis souvent, la RN1, dans les localités de Houndé, Pa, Koumbia, la route était coupée. Ces localités qui sont sur les routes étaient attaquées en permanence. Vous preniez les sorties en allant vers Koudougou, Dédougou, on ne pouvait plus circuler. Bobo-Dioulasso, Dédougou, on ne pouvait plus circuler. Ouahigouya, Yako, tout était coupé. Mais ils étaient presque à Ouagadougou. Mais aujourd'hui, les gens circulent librement. Donc rien que cela, nous avons pu donc faire reculer beaucoup le terrorisme. Et comme je l'ai dit, il y a des localités assez lointaines jusqu'à nos limites territoriales qui étaient perdues depuis les années 2018-2019 que nous avons pu reconquérir. Il reste une portion du terrain qui semble difficile, mais que nous nous préparons à aborder. Je pense que d'ici là, ce sera une affaire du passé. Sur tous les plans, je pense qu'il y a de l'espoir.

On a vu l'acquisition de pas mal d'équipements pour le compte de l'armée burkinabè. A ce stade, peut-

on dire que cette armée a atteint, en tout cas, toutes ses capacités opérationnelles ?

Est-ce qu'une armée peut atteindre toutes les capacités opérationnelles ? Non, ça grandit de jour en jour. Mais nous pouvons dire aujourd'hui que nous sommes une grande armée parce qu'une armée, ce n'est pas uniquement le matériel, j'aime le dire. C'est d'abord la qualité de la ressource humaine qui compose l'armée et l'organisation de l'armée. Je le dis encore, il y a quelques années en arrière, on ne pouvait pas s'asseoir et tout de suite appelé une unité et lui dire : "Dans une heure, on vous veut à telle position." Ce n'était pas possible, parce qu'il n'y avait pas d'unité organique. Donc quand on voulait envoyer une unité quelque part, il fallait trouver d'abord les hommes, ce qu'on appelait des cotisations, ensuite chercher l'armement, les équipements et tout ce qui va avec. Cela prenait des jours avant de pouvoir les projeter. Heureusement, nous ne sommes plus à cette étape. Aujourd'hui, nous avons des dizaines et des dizaines de bataillons. En un claquement de doigt, on leur dit de se retrouver ici, ils sont là-bas. Donc c'est totalement différent. Sur ce volet organisationnel, on a évolué.

Deuxième chose, nous avons une armée aguerrie, en fait. Une armée qui a su partir de ses petits moyens, qui aujourd'hui, quand on lui apporte plus de moyens, cela devient du bonus. Sinon, de 2023 à 2024, ce que nous avons vécu après le départ des troupes françaises et autres d'ici, n'était pas simple. Mais nos soldats ont combattu dans une rusticité incroyable. Et je ne vois pas une seule armée dans ce monde qui peut tenir ce qu'ils ont tenu avec le peu de moyens. Et donc au fur et à mesure, ils se sont aguerris, sont devenus des combattants, des vrais guerriers. C'est cela d'abord la ressource que nous avons, la ressource humaine, la capacité à faire de grandes choses avec peu de moyens, d'être rustique sur le terrain, d'avoir un moral d'acier parce qu'ils ont vécu des situations incroyables. C'est d'abord cette première qualité. Et le reste des équipements maintenant qui viennent avec la modernité fait un grand plus parce qu'on se prépare à beaucoup plus d'actions. Cela ne se limite pas à ce qu'on pense, pas uniquement au terrorisme. Il faut le dire, on se prépare à de grandes

guerres. C'est pourquoi nous sommes en train d'acquérir et de développer aussi notre industrie de défense.

L'avancée des groupes terroristes a souvent été liée aussi à l'absence de l'Etat dans certaines zones. Aujourd'hui, est-ce que cette question a trouvé résolution ?

Est-ce que c'est une bonne lecture de dire que l'avancée du terrorisme est liée à l'absence de l'Etat ? Je ne pense pas. L'administration ne peut de toute façon pas être là si les forces ne sont pas là. Parce que le terrorisme a pris une ampleur donnée dans les années 2021-2022. Ils ont été recrutés, formés et très bien équipés. Comme je l'ai dit, ils ont détruit totalement tout ce qui est réseau de téléphonie. Ils ont conçu un réseau de transmission propre à eux, ils ont maillé le territoire. Ils étaient vraiment très forts. Et dans ce contexte, on ne peut pas dire à une administration d'être sur place tant que l'armée n'y est pas. Mais nous n'avions pas d'effectifs pour couvrir notre territoire, pour faire face à cette horde. Aujourd'hui, partout où l'armée arrive, si nous avons besoin que l'administration vienne, elle vient. Et ça, ce n'est qu'un accompagnement pour permettre à la population de pouvoir vivre, que ce soit les agents de santé, de l'agriculture, les enseignants. Ce sont d'ailleurs eux qui sont en première ligne avec les forces. Et nous les félicitons, mais ce n'est pas leur présence ou leur absence qui peut provoquer l'avancée ou le recul du terrorisme. C'est d'abord la force armée qui stabilise et qui leur permet de venir pour maintenant prendre soin des populations qui sont sur place.

De manière répétitive, nous constatons sur certaines parties du territoire des incursions des groupes armés. Qu'est-ce qui peut expliquer cet état de fait ?

Le terrorisme est une guerre particulière. Ce n'est pas une guerre classique et ce sont des gens qui font une guérilla. Pour les plus avertis militairement, c'est juste des actions. Ils peuvent avoir des actions d'infiltration profonde, faire des actions ponctuelles pour des objectifs bien précis, peut-être médiatiques, pour montrer leur présence. Cela peut exister. Mais c'est à nous de travailler à fermer tous ce qui est interstice de manière physique et avoir plusieurs couches pour leur créer l'obstacle afin d'éviter ces infiltrations. Et nous sommes en train de travailler là-

dessus. Sinon, on peut dire aujourd'hui qu'une zone est verte, mais ils peuvent s'infiltrer de manière subtile. Et c'est comme ça qu'ils font pour attaquer toutes les capitales du monde. Ils peuvent s'infiltrer avec de petites choses, petit à petit, pour mener des actions juste pour un but très souvent médiatique, porter un message, et disparaître. Donc personne n'est à l'abri de cela. Mais les attaques d'envergure, on a pu les limiter à des zones données. Et cela ne peut plus se produire à l'arrière parce que s'ils rentrent en masse d'une certaine manière, ils ne vont pas sortir. C'est même difficile d'ailleurs de rentrer. Donc ces incursions peuvent exister, et elles ont un but précis.

L'armée a récemment communiqué sur une présence de plus en plus accrue des enfants sur le champ de guerre. Est-ce que cette donne perturbe les stratégies déjà mises en place par l'armée burkinabè ou à votre niveau, il vous serait plus judicieux de revoir, en tout cas, certaines stratégies qui sont déjà en route ?

Je ne pense pas que cela perturbe en tant que tel. Mais c'est courant actuellement de voir les enfants sur le champ de bataille. De toute façon, un enfant qui tire sur les hommes, ils sont obligés de riposter. Mais généralement, il faut voir qu'en fait, ils recrutent les enfants et les droguent. Ils les droguent et une fois que le combat est engagé, très souvent, quand l'effet de la drogue part, ils se rendent. Et c'est cela qui fait qu'on a beaucoup qui se rendent sur le champ de bataille. Quand l'effet de la drogue finit, ils se rendent compte qu'ils sont dans une situation terrible. Et nos éléments sont assez professionnels. On a vu beaucoup de fois où des enfants ont été pris, il y en a même qui avaient totalement faim, à qui ils ont donné à manger. Il y en a qui étaient blessés, qu'ils ont soignés, et ils les ramènent à l'arrière. Et peut-être les ramener à l'arrière, prend un peu plus de temps parce que tout dépend de la situation. Sinon, ça ne change pas totalement la stratégie de combat. On avance et on fait attention à ces enfants.

On a parlé d'incursions dans certaines villes. Mais on a constaté effectivement que ces groupes terroristes armés ont des moyens de communication tellement sophistiqués que l'on se pose des questions si ces groupes sont seuls.

Ils ne sont pas seuls, c'est sûr. Ça, on

le connaît déjà et on doit prendre cette donne en compte. Et les moyens de communication, ce sont des relais. De toute façon, vous voyez même sur les grands médias, ils font leur propagande. A chaque fois, surtout quand il y avait eu le 25 avril dernier au Mali, on voit beaucoup de médias sur lesquels ils sont en train de faire l'apologie du terrorisme. C'était comme une victoire, en fait. Ils en parlent beaucoup. Imaginez si nos médias avaient parlé après l'attaque du Bataclan ou de Charlie Hebdo, s'ils avaient aussi donner la tribune aux terroristes, qu'est-ce que cela allait donner ? Donc il y a cette sphère-là qui n'est pas assez mature, qui ne comprend pas qu'il ne faut pas faire à autrui ce que vous-mêmes vous ne voulez pas. Il y a ceux-là qui sont à cette sphère stratégique de la communication, qui communiquent beaucoup pour les terroristes. Mais aussi il y a nous-mêmes qui communiquons souvent pour les terroristes, à dessein ou pas, mais il faut que cela s'arrête. Cela fait que les terroristes aiment ça. Il y a des zones où les terroristes attaquent et c'est silence radio. Vous n'entendez personne en parler. Et les terroristes n'aiment pas ça. Quand ils attaquent une zone une fois, deux fois et puis cela ne fait pas du bruit sur les réseaux sociaux, ils ne viennent plus. Et, il y a plusieurs zones où on a des VDP bien aguerris mais qui ne font pas du bruit après les attaques. Mais là où ils font beaucoup de bruit après les attaques, ils vont continuer à venir. On a vécu ce cas il y a un ou deux semaines de cela, dans une localité à l'Est où des terroristes ont fait une incursion. Mais on a vu trop de bruit. Les enfants de cette localité qui sont dans les villes ont fait trop bruit sur les réseaux sociaux. Il y a des gens même qui ont instrumentalisé les femmes à sortir marcher. Les terroristes aiment cela. Quand c'est ainsi, ils vont revenir. Parce qu'ils aiment que vous-mêmes vous faites leur propagande. Et pourtant, il y en a qui font cela à dessein parce qu'ils ont une complicité pour qu'ils communiquent. Il y en a aussi qui le font sans le savoir. Voilà pourquoi on est obligé d'en parler, parce que quand je prends cette localité, elle a refusé totalement l'implantation de l'armée pendant des années. Moi, j'étais à Kaya en 2020 où il y a une compagnie qui avait été envoyée pour être implantée dans cette localité. Ils ont refusé totalement. Je suis parti en détachement au Centre-Nord, faire 8 mois, revenir trouver la compagnie à

Kaya. Ils ont refusé. En 2023, j'ai envoyé le deuxième BIR dans la localité. Quand ils sont arrivés en pleine journée, ils sont venus leur dire de quitter leur localité parce qu'ils sont en bons termes avec les terroristes. On n'a rien dit. Je pense que c'est en 2024 qu'il y a eu la première attaque. Le pacte avec les terroristes, ce sont eux qui décident du jour où le pacte se rompt. Et quand ils viennent, ils attaquent. Et quand ils ont attaqué, les réseaux sociaux ont chauffé : « Ah, il faut venir sauver, il faut ceci ... ». On a dit : « Bon, c'est vous qui vous entendiez bien avec eux. Vous avez refusé l'armée et maintenant vous faites du bruit ». On a quand-même dépêché une unité de gendarmerie qui a été renforcée même dernièrement pour sécuriser la zone. Et la dernière fois, il y a eu une attaque. Quand j'ai demandé le point après, au niveau de la ville comme au niveau de la base, il n'y avait pas eu de morts, il y a eu quelques blessés légers parmi les gendarmes et deux ou trois boutiques qui ont été brûlées. L'incursion est réelle. Mais si vous voyez le bruit que ça fait sur les réseaux, et ce sont des Burkinabè de cette localité qui font ce bruit. Et le pire, c'est que le BIR qui n'est pas loin, qui a sa force d'intervention rapide, quand ils ont démarré, ils n'ont pas pris en compte la menace IED, ils ont foncé pour aller prêter main-forte à l'unité de gendarmerie. Et en route, on a perdu trois combattants, dont le chef de mission, l'officier qui partait. Avant même que l'hélicoptère n'enlève le corps de ces gens, les gens ont manipulé la population pour marcher. Avant même que les blessés ne soient évacués à Fada, les gens ont manipulé pour marcher. Et s'ils n'arrêtent pas ce genre de comportement, aucun combattant ne va vouloir se battre pour eux. Et ce n'est pas exclu que demain on dise aux forces de quitter, parce qu'il y a une complicité qui ne dit pas son nom et ils font le travail de l'ennemi. Et cela se passe un peu partout. Il faut que nous arrêtions de donner nous-mêmes une tribune aux terroristes. Ils viennent, ils font une incursion et ils vous laissent vous-mêmes faire votre tapage. Vous amplifiez la chose pendant qu'il n'y a rien en fait. Donc ça c'est une sensibilisation constante qu'il faille qu'on fasse dans l'espace et que les gens ne contribuent pas à amplifier les effets des actes terroristes. Quand il n'y a pas d'effet et on travaille à être fort, je pense que ce phénomène-là, on peut l'endiguer facilement. Parce que

tout ce qu'ils font aujourd'hui, quand ils viennent faire certaines actions, ils filment. On a pris plusieurs fois des gens qui ont filmé avec leurs caméras, ils sont morts. Pourquoi ils filment ? Ils filment leur rassemblement, ils viennent filmer l'attaque, après ils mettent sur les réseaux. Pour quel but ? Il faut qu'on se pose la question : pour quel but ils le font ? Et ces mêmes images se retrouvent sur les médias français en train de tourner en boucle avec des invités spéciaux. Et vous les entendez parler : "Voilà ce qui est intéressant, ils ont fait ça ici, c'est ça, c'est ça." Ils aiment cela. Donc, il ne faut pas que nous, on contribue à amplifier leurs actions. Je pense que ce sont des sujets sur lesquels vous, journalistes, aussi devez vous appesantir pour sensibiliser, pour amener les gens à comprendre et ceux qui le font de manière inconsciente, à arrêter. Mais ceux qui sont dans le circuit terroriste, c'est à nous de prendre les mesures nécessaires, sur le plan judiciaire et sur le plan de la coopération de police pour mettre la main sur ces individus et les traiter de complicité de terrorisme.

Il y a un gros travail à faire au niveau des populations, parce que souvent, certains révèlent ces vidéos-là sans savoir pour quoi ça sert, alors que dans beaucoup de pays occidentaux, on n'a pas le droit, par exemple, de montrer le corps d'un soldat tué au front, sinon on fait de la prison. Mais chez nous, on le fait circuler, et on contribue à cette campagne. Il faut mettre de l'ordre dans notre vie, dans nos institutions, dans tout ce que nous faisons. Sinon, si on fait le laisser-aller, c'est dangereux. Logiquement, au niveau des lois, c'est interdit. C'est de l'apologie du terrorisme que vous faites. Mais aujourd'hui, les gens ne comprennent rien. Ils le font seulement comme cela. Ce sont nos comportements. C'est les réseaux sociaux. Chacun veut se faire voir. Chacun veut tout dire, tout le monde est devenu média aujourd'hui. C'est dangereux. Ils participent négativement à quelque chose. Même nos opérations, il y en a qui dévoilent nos mouvements sans se rendre compte. On démarre pour une infiltration dans une zone. Forcément, les gens se préparent et quittent à 2h du matin pour partir. Quelqu'un assis dans son kiosque, il filme : « Je suis sur telle route. Voilà, nos soldats en train de passer pour partir ». En fait, il a dévoilé tout le plan. L'ennemi qui est là-bas est



Le chef de l'Etat invite les Burkinabè à arrêter de communiquer pour les terroristes sur les réseaux sociaux.

alerté automatiquement. Il va quitter. Et cela peut faire échouer carrément les opérations. Il faut que les gens soient sensibilisés aux opérations contre le terrorisme. Et on compte sur vous, les médias, afin que vous puissiez vraiment sensibiliser, faire comprendre aux gens d'arrêter. Et nous aussi, au niveau étatique, que les institutions puissent sévir contre certaines personnes qui le font à dessein. Ceux qui ne savent pas, on va les sensibiliser. Mais si quelqu'un persiste, on va devoir agir à un moment donné.

Dans votre discours à Ouahigouya, vous avez promis d'impliquer les religieux dans cette lutte. Concrètement comment pourrait être cette implication ?

Leur rôle, le premier, c'est de prôner l'amour entre les citoyens. Donc, tout religieux devrait travailler à renforcer la cohésion sociale, comme on aime le dire. C'est-à-dire que chacun aime son prochain et ne pas créer des tensions entre les individus et les communautés. Si vous remarquez, un religieux qui part à l'encontre de ce principe qui nous est sacré, va forcément aller à l'encontre de la loi et assumer ses responsabilités. Et nous sommes assez clairs là-dessus. Si vous travaillez à diviser les gens, on ne va pas accepter. Donc, le travail fondamental et primaire des religieux, c'est de rapprocher les individus, semer l'amour, comme Dieu lui-même l'a dit, il faut qu'on s'aime entre nous. C'est leur rôle important qu'ils doivent jouer pour que cette guerre finisse mais aussi pour l'avenir de notre patrie.

En avril 2025, vous proclamiez officiellement la Révolution progressiste populaire dans la quête d'une souveraineté à tous égards avec la nécessité d'une rupture d'avec certains modèles de développement. Etes-vous satisfait aujourd'hui de la trajectoire actuelle du Burkina sous la RPP ?

Oui. Cela peut aller. On ne va pas dire qu'on est satisfait parce qu'un révolutionnaire, il n'est jamais satisfait. Il demande toujours plus. Parce que lui-même doit pouvoir aussi se sacrifier plus. Comme je le dis souvent, on a plus de devoirs que de droits en Révolution. L'économie se porte de mieux en mieux et je pense que les réalisations que nous sommes en train de faire actuellement, n'eût été l'assainissement de la gouvernance, nous n'aurions pas pu les faire. L'assainissement de la gouvernance, c'est dans tous les sens, que ce soit nos procédures, nos textes qui nous freinaient un peu, les textes qui nous les mains avec certaines firmes internationales, notamment les industries extractives entre autres. Donc, on a pu faire beaucoup de réformes et aussi on a pu engager un certain nombre d'initiatives, notamment dans le domaine agricole et industriel qui nous permettent aujourd'hui de nous porter de mieux en mieux. Même les régies de recettes, je pense que chacun a pris conscience quelque part et cela fait que l'économie se porte de mieux en mieux.

Au-delà de la mobilisation des recettes, on voit que la douane est sur tous les fronts dans le cadre de la

lutte contre la fraude. Est-ce là un signal fort que vous donnez dans le cadre de l'assainissement de l'économie burkinabè ?

Oui, comme vous l'avez dit. Par exemple, quand vous regardez avant, que ce soit la douane, que ce soit les régies des recettes, chacun fait aujourd'hui son travail comme il peut. C'est pourquoi j'ai dit au départ que je pense que les gens commencent à comprendre de plus en plus l'idéologie de la révolution. Un inspecteur des impôts qui est dans son bureau, qui sait qu'il doit bien faire son travail pour qu'on ne l'emmerde pas demain, dire qu'il faut envoyer de l'argent, on a un malade à évacuer, on n'a pas d'ambulance au village, ainsi de suite. Mais lorsqu'il fait son travail et qu'il voit qu'on est en train de construire un centre de santé dans son village où il y aura tout, il sait qu'on ne va plus l'emmerder pour cela. On est en train de faire des initiatives d'agriculture, il sait bien qu'on ne va plus l'appeler du village et dire qu'on veut un kilo de riz. Cela lui permet de travailler et l'encourage à faire mieux. Donc cela fait qu'au niveau des régies, oui, ça monte.

Au niveau de la douane, je leur ai dit de lutter ardemment contre la fraude, parce que la fraude est dangereuse. Les gens minimisent le phénomène et dans notre nouveau code pénal, j'ai dit de mettre le maximum sur certaines fautes. La fraude est dangereuse parce que ça tue. Ça tue physiquement et ça tue l'économie. Quand vous fraudez, vous faites rentrer des produits prohibés, impropres à la consommation. Cela veut dire qu'il y a un problème sérieux de santé publique. Ces alcools frelatés tuent les individus. C'est dangereux. Donc les fraudeurs nous amènent à dépenser beaucoup plus dans les médicaments et à tuer notre population.

Deuxième chose, quelqu'un qui fraude les explosifs, les détonateurs et tout ce qui va avec, cela veut dire que l'individu, il ne pense qu'à lui, sa personne. Il va frauder, il fait rentrer des produits. Cet explosif que tu fais rentrer, ce détonateur que tu fais rentrer, tu les vends de manière clandestine. Cela part chez les terroristes. Ce sont ces mêmes composants qui sont utilisés pour la fabrication des IED et peut-être ton frère qui est FDS va sauter sur un IED et mourir. Mais l'individu qui fraude, il s'en fout. Il ne pense qu'à lui. C'est

pourquoi j'ai dit de mettre la peine maximale jusqu'à la peine de mort. Si ton action va coûter la mort d'un individu, toi aussi, tu vas l'assumer. Et là, on ne va pas s'amuser.

La fraude tue aussi l'économie parce que tu viens sortir de l'argent pour importer quelque chose. Tu vas passer par les services des ministères du commerce. Tu vas peut-être pour importer des boubous. Mais au lieu des boubous, tu importes peut-être de la drogue ou quelque chose qu'on sera obligé de détruire. Tu ramènes ça, on prend, on brûle. Qu'est-ce que tu as fait ? C'est l'argent du pays que tu as brûlé en fait. Là où tu allais payer, lui, il a eu son argent. Tu as fait des transferts, c'est fini. Mais tu ramènes, c'est quelque chose qu'on ne peut pas consommer. Il faut qu'on brûle. Donc ce fraudeur contribue à brûler en fait l'argent de toute la patrie. Et vous pensez qu'on va traiter cela de manière légère ? Non, j'ai dit de mettre le maximum et on va sévir contre la fraude. C'est très dangereux. Et donc voilà pourquoi j'ai dit à la douane de prendre à bras le corps et de lutter farouchement contre la fraude. Ce n'est que le début. On va y aller à fond.

On note également de plus en plus une forte implication de l'Etat au niveau de l'économie nationale. Le secteur privé se sent quelque peu écrasé. Que pensez-vous justement de cette situation ?

Non. Je pense que les gens confondaient les choses. Si quelqu'un du secteur privé pense qu'il se sent écrasé, c'est qu'il dînait avec les politiciens, c'est tout. Et nous, nous n'allons jamais permettre cela. Nous avons dit : pas de champagne pour certains, on veut de l'eau potable pour tout le monde. Et que les gens comprennent cela. Changez de logiciel. Celui qui ne veut pas changer, eh bien il sera toujours confronté à l'Etat. Sinon, il y a de l'espace, il y a de la place. Nous avons dit aux gens de changer de logiciel. Vous voyez, il y en a qui étaient des importateurs. Il faut qu'ils aient l'intelligence à un moment donné de comprendre qu'il faut qu'ils soient maintenant des exportateurs. Par exemple, nous avons inauguré TEXFORCES-BF la dernière fois. Elle fabrique tous types de tissus. Si toi, tu partais importer des pagnes à l'extérieur, il est temps maintenant d'aller vers notre usine, demander à produire le motif que tu veux, chercher des marchés à l'extérieur

pour l'exporter maintenant au lieu d'importer d'autres tissus parce que tu vas venir tuer notre économie. Et ça, est-ce que c'est lutter contre un privé ? Non. Les industries, il y a des domaines qu'on appelle des domaines stratégiques. On ne peut pas laisser cela aux mains des privés, ce n'est pas possible. En fait, vous voyez, on a tué l'Etat. Avec les PAS, je vous ai mille fois dit cela, combien d'industries ont été privatisées ? Est-ce qu'il fallait laisser cel et puis dire oui, c'est le privé ? Et puis ça donne quoi ? On fait ça depuis combien de décennies, ça donne quoi ? Aujourd'hui, l'Etat est en train de reprendre en main certaines choses. Cela va de mieux en mieux. Si on prend les industries extractives, est-ce qu'on va s'asseoir et puis dire qu'on laisse ça au multinational, au privé ? L'Etat doit exploiter ses matières premières. C'est le rôle de l'Etat de pouvoir organiser la vie, de participer. Mais si quelqu'un trouve que l'Etat ne doit pas faire cela, il a un problème. Donc, il ne pourra jamais s'adapter à la révolution. Et l'Etat va continuer à jouer son rôle. Partout où on jugera que c'est un domaine stratégique, l'Etat y sera. Maintenant, quitte à ce que l'agent puisse s'adapter ou pas, c'est à eux de voir. Mais je pense qu'il y a de l'espace. Il y a de l'espace et je dis tous les jours que nous importons trop, nous ne produisons pas. Aujourd'hui, nous encourageons beaucoup de privés. Au lieu d'aller importer des produits, vous voyez que certains s'y sont mis comme ceux qui importaient la farine de blé. Beaucoup sont en train de faire des moulins. Aujourd'hui, vous savez combien d'industries les gens ont mises en place en 4 ans et qui fabriquent le couscous à partir du maïs ? C'est beaucoup. Avant, on importait tout notre couscous pendant qu'on produit du maïs. Donc, il y a de l'espace. Il y a de la place. Et chaque privé doit savoir tirer son épingle du jeu en fonction de la consommation de la population.

Vous avez parlé tout à l'heure de la nationalisation de certaines unités industrielles. Mais quelque part, est-ce la bonne solution ? Parce que certains disent aussi que l'Etat n'est pas un bon gestionnaire dans beaucoup de cas.

Ah bon ? C'est ça que j'appelle la mauvaise foi de la gouvernance. Moi-même, je l'ai entendu. Et je vais vous dire, même certains de mes ministres

m'ont dit cela au début quand je voulais nationaliser : Non, il y a le domaine, c'est mieux de laisser aux privés parce que si c'est l'Etat, c'est difficile. Ça, c'est vous qui êtes incompetents. Il faut commander comme on dit dans l'armée. Il faut commander. Ceux du privé ont des cornes, ou bien ils ont deux têtes ? Ce n'est pas les mêmes individus ? Pourquoi dites-vous que c'est le privé qui peut mieux gérer certaines choses ? C'est parce qu'on est mauvais au niveau de l'Etat. Parce qu'avec l'Etat, les gens se sont mis en tête, une fois que tu es recruté, tu as un boulot, tu es stable, c'est fini. Tu peux faire ce que tu veux. Tu ne prends pas soin de ce que tu dois faire. Non, non, non. C'est pourquoi nous avons changé la donne, et vous voyez que le ministère de la Fonction publique est devenu ministère des Serviteurs du Peuple. Il faut que chaque individu qui est recruté par l'Etat, travaille pour le peuple. Tu es un serviteur du peuple. Et moi, le premier serviteur. Tu n'es pas là pour toi-même. Tu es là pour le peuple. S'il n'y a pas de peuple, vous n'existez pas dans l'administration. Maintenant, si l'Etat fait quelque chose, on vous a confié une responsabilité, une industrie, une usine particulière. Et vous vous dites : écoute, que je travaille ou pas, j'ai mon salaire. C'est ainsi que certains réfléchissaient. Ça ne marche pas avec la révolution. Ça ne marche pas. Tu vas perdre tout et tu auras des problèmes. Et ça, je suis catégorique là-dessus. J'ai dit aux gens de commander. Celui qui fout la merde, il va assumer. Donc plusieurs industries ont été reprises par l'Etat. Et la plupart même qu'on reprend, c'était des Français qui étaient dedans non ? Quand on reprend SOSUCO, CITEC, SOFITEX. Pourquoi ces choses qu'on peut gérer, ont été laissées à cause de ces fameux Programmes d'ajustement structurelle, pour donner des parts à des Français ? L'Etat fait quoi finalement ? On a repris et on gère mieux. Et la dernière fois, je voyais même les chiffres de la CITEC. Ils n'ont rien à voir avec ceux du passé. En un an, les chiffres d'affaires ont bondi. Elle se porte très bien. Et on peut faire mieux. On peut ajouter d'autres unités. Donc l'Etat est capable. Ce sont les mêmes hommes. Ce sont les mêmes individus. C'est un concept de mauvaise gouvernance qu'on a mis dans la tête des gens. On est en train d'effacer cela. Cela veut dire que cette

nationalisation va de pair avec la lutte contre la fraude. Parce que si les unités industrielles produisent localement et que la concurrence déloyale arrive, cela va tuer l'économie. Vous comprenez très bien ce que je veux dire. Si on laisse la fraude continuer, cela veut dire que les unités qui sont à l'intérieur ne pourront pas survivre. Il faut lutter ardemment contre la fraude pour permettre aux unités de survivre. Sinon, ce n'est pas possible. Si on veut s'industrialiser, il faut qu'on soit sérieux. Et être sérieux, c'est lutter efficacement contre la fraude. Ça va vraiment ensemble.

En 2023, l'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire voyait le jour, avec pour mission la mobilisation de l'épargne publique pour le financement des entreprises communautaires. Trois ans après, quel bilan peut-on dresser de la mise en œuvre de l'APEC ?

Je pense que cela a été une initiative audacieuse. Et vous avez dû comprendre avec moi dès le début le sabotage que certains ont essayé de faire de cette structure. Et ceux qui sabotaient m'écoutent. Ils vont savoir de quoi je parle. Ce sont des Burkinabè. Les gens s'y sont opposés. Ils ont essayé de saboter, de dénigrer comme ils pouvaient. Mais l'APEC poursuit son chemin. Et ce qui est intéressant avec l'APEC aujourd'hui, en plus des industries, que ce soit l'usine de tomates à Bobo ou de Tenkodogo qui sera bientôt fini, elle est en train d'initier la transformation du piment vers Banfora. Aujourd'hui, on a mis l'APEC dans l'extraction aussi. La première mine, je pense, est quasiment terminée. La dernière fois, je leur ai demandé, ils sont à près de 100%. Il reste juste quelques petites installations. Donc, ceux qui ont souscrit, avec l'industrie extractive, l'or par exemple, ça va aller plus vite que les usines. Parce qu'avec une usine, ça prend du temps pour rentabiliser. Mais avec les mines, les choses vont plus vite. Ils sont là-dedans et je pense qu'on est sur un deuxième permis qu'on doit céder à l'APEC pour qu'elle bondisse et que les gens voient qu'ils avaient eu raison de faire confiance. On invite donc les populations à continuer à faire confiance. C'est en train de grandir. L'APEC va jouer un très grand rôle parce que notre communauté même fonctionnait

ainsi. Mais c'est le capitalisme qui est venu carrément déstructurer. On est rentré dans une forme d'individualisme, d'égoïsme. Pourtant, on doit mettre ensemble nos économies, faire quelque chose pour notre propre bien. En fait, c'est ça l'APEC. Tout ce qu'on fait, les emplois qui sont créés, cette fierté, cette souveraineté, c'est ce qu'on demande. Donc, je pense que ça va de mieux en mieux.

S'il y a un projet fort dont on parle beaucoup aujourd'hui, tant au Burkina qu'à l'extérieur, c'est l'autoroute Ouaga-Bobo. Alors, où en est-on aujourd'hui ? Est-ce que vous êtes toujours confiant quant au respect des délais ?

On ne peut pas ne pas être confiant. Ce n'est pas un débat. Nous, nous avons changé de paradigme. Et ce sont nos infrastructures. On va les construire de manière révolutionnaire. Cette autoroute sera le plus grand, le premier du genre. Mais il y en aura beaucoup. Cela fait que pour les autres projets routiers qui régulent les régions, je vais mettre un stand-by pour reprendre toutes les études. Au lieu de simples routes, on fera des autoroutes. Et on va optimiser, en fait. Donc, l'autoroute Ouaga-Bobo, c'est en cours. Si vous voulez, après, ils pourront vous amener, vous allez visiter les chantiers actuellement. Parce qu'on a tout. Si c'est la ressource humaine, on a pu comprendre qu'on a tous les ingénieurs qu'il faut. Faso Mèbo a recruté tous les ingénieurs nécessaires pour le projet. On avait besoin d'équipements pour décaper, que ce soit pour débroussailler, lever les bulles, et tout ce qu'il y a. On a payé. Et ça va continuer de venir, d'ailleurs. Que ce soit les niveleuses, toutes les machines qui rentrent en ligne de compte dans la couche de base, la terre rouge, comme on aime le dire, on a tout. Dieu merci, on a la latérite aussi au Burkina et l'eau pour arroser sur place. Cela veut dire qu'on peut faire notre voie rouge sans problème. Pour les granites, Dieu merci, on en a en pagaille. Et on a payé des centrales de concassage. C'est en installation actuellement, et le long de l'autoroute, on a au moins quatre centrales qui sont arrivées. On va concasser notre granite. On va mélanger et faire ce qu'on a à faire. Après cela, c'est le bitume. Mais écoutez, on a payé aussi des centrales. On a au moins quatre centrales en installation actuellement. Donc,



Le président du Faso a annoncé une nouvelle Constitution pour réorganiser le système politique au Burkina.

après, on paye le bitume, on mélange notre granite et on le pose. Est-ce qu'il y a un débat en cela ? Ça va se faire. On a tout le nécessaire pour le faire. Donc, à part le bitume et le carburant pour faire fonctionner les engins. On n'a plus rien à payer. Tout est dans notre nature. Donc, on est très confiant. Si un jour, on se lève et qu'on a une panne de carburant, on va venir vers le peuple et lui dire, bon, on n'a pas de carburant, aidez-nous. Chacun donne un litre de carburant. Et on va mettre dans nos engins. C'est pour nous. On va construire les routes comme on veut. Il n'y a donc pas de souci à se faire. Les travaux continuent, malgré la pluie, ils n'ont pas arrêté. Ils ont continué à façonner la terre, à déposer. Les travaux se poursuivent très bien.

On va également parler du coût de la vie au Burkina. Les populations grincent souvent les dents parce qu'on estime que la vie est chère. Parfois, on assiste à des prix qui flambent sans raison ou des produits qui disparaissent du marché sans qu'on ne comprenne grand-chose. L'Etat intervient souvent pour la régulation des prix. Mais ce sont des interventions qui, parfois, s'avèrent contre-productives. Alors, que faut-il aujourd'hui attendre de l'Etat pour soulager les populations ?

Il y a deux grandes catégories. Il y a des prix qui peuvent flamber sans dépendre vraiment de notre volonté. Sur le plan international, vous allez trouver certaines matières où le prix va flamber. Et dernièrement, on a parlé par exemple du carburant. Mais figurez-vous que nous, on n'a pas de

pétrole, on ne produit pas de pétrole. Mais le carburant est moins cher au Burkina. Certains hydrocarbures sont beaucoup moins chers que certains pays qui produisent. Cela veut dire que l'Etat fait des efforts. Deuxième chose, il y a de ces produits qui peuvent augmenter sur le plan international. On n'a pas trop le choix. Mais le plus important, c'est à l'intérieur. C'est nous-mêmes. Il y a des réactionnaires qui ont un agenda avec les impérialistes et qui font tout pour faire disparaître des produits afin de faire la spéculation, qui sabotent, qui font monter les prix. Ils s'entendent, ils le font pour juste amener la population à rejeter la révolution. C'est leur seul objectif. Mais bon, je vois beaucoup de structures de contrôle qui font des efforts, comme la BMCRF, qui ferment certaines boutiques. C'est bien. Mais nous avons toujours dit aux commerçants véreux, ceux-là qui sont dans cette posture, de faire attention et d'arrêter. Parce que l'Etat est en mesure de tout faire. Et s'ils n'arrêtent pas, le jour où l'Etat prend cette décision, ce sera irréversible. Donc, par exemple, on a créé Faso Yaar. Aujourd'hui, avec ce comportement, on est passé à une autre dimension. Et bientôt, certains produits, nous pourrions dire que ce sera exclusivement importé par l'Etat. Et là, Faso-yaar imposera le prix. Si les commerçants actuels, qui sont dans cette dynamique de faire souffrir la population, ne veulent pas accepter, nous sommes en mesure de recruter des jeunes gens, de les former, de les installer et de leur donner le produit en avance, avec le

prix fixé, partout sur le territoire, pour qu'ils puissent vendre. Ceux qui sont dans ça, vont fermer boutiques. On a dit aux gens de faire attention. Si on décide, on va le faire. Personne n'a le droit de faire souffrir le peuple, surtout dans ces conditions où les gens sont en train de se sacrifier, de se saigner, pour pouvoir mettre fin au terrorisme et d'autres personnes veulent profiter de la situation. On ne va pas accepter. On a toujours un temps de latence où on parle aux gens, on communique. Cela fait combien de temps ? Ça fait plus d'un an. Et le jour qu'on va décider, ça sera irréversible. Il ne faut pas que quelqu'un vienne dire qu'on ne l'avait pas prévenu. On vous a prévenu, on vous a sensibilisé, on a même agi un peu. Si vous ne vous décidez pas, on va y aller. Donc, voilà un peu pour la vie chère et ses deux volets. D'ici là, vous verrez peut-être des actions.

Vous faites bien également d'aborder le cas des Faso Yaar parce qu'on a le sentiment que c'est un fonctionnement qui est assez sporadique au cours des grands événements. Et il n'y a pas assez de boutiques aussi sur l'étendue du territoire.

L'idée n'était pas d'avoir des boutiques sur l'étendue du territoire. L'idée, c'est d'avoir des magasins, des grands magasins de stockage où les autres boutiquiers et tout le monde peuvent venir s'approvisionner et revendre à un prix bien maîtrisé. Nous sommes en train de partir sur un système de stickers sur lesquels nous travaillons pour que les produits qui seront vendus, certains produits de grande consommation aient des stickers purement burkinabè. Ainsi, si vous scannez le sticker avec votre téléphone, vous devez pouvoir avoir toutes les informations. Par exemple, il y aura peut-être un code QR ou quelque chose relative au produit, jusqu'au prix. Donc, on fait un travail pour que, à partir de Ouagadougou, jusqu'au dernier village, à la limite territoriale, on puisse indiquer un prix à ne pas dépasser. Mais comme je l'ai dit, cela dépend de certains commerçants. S'ils nous poussent à bout, on sera obligé d'intégrer ces boutiques. Peu importe, quitte à créer de nouveaux types de commerces. On est prêt à le faire. Mais Faso Yaar, comme j'ai dit, est monté d'un cran. Aujourd'hui, ils sont en train de construire les grands magasins.

C'était la mobilisation des terres et cela doit se faire un peu partout à travers des grands entrepôts. Parce que pour envoyer, stocker et puis ensuite redistribuer, cela demande quand-même une logistique. Donc, ça avance.

Il est admis que la terre ne ment jamais. Et vous avez lancé une vaste offensive agropastorale et halieutique. Quel bilan peut-on en tirer ?

Je pense que l'offensive a été un succès. C'est pourquoi même, on a décidé de rebeloter. Plus de 80% des Burkinabè sont des cultivateurs. Donc, ce monde paysan était un peu délaissé. L'objectif de l'offensive, c'était de permettre à ces gens de pouvoir vivre de leur métier afin qu'ils n'aient pas chaque fois recours aux gens qui sont en ville, les fonctionnaires ou autres, pour manger. On a donc acquis, par exemple, des tracteurs qui sont partout dans les communes et qui cultivent. Pour certains même, c'est gratuit et pour d'autres, le prix est totalement cassé à l'hectare afin de permettre à tout le monde de pouvoir labourer ses champs. Nous avons aussi subventionné les semences pour qu'ils puissent avoir accès à des semences de qualité et à moindre coût. Nous avons subventionné l'engrais pour qu'il soit disponible jusqu'à proximité des communes et à moindre coût. Et maintenant, le reste, Dieu aussi nous a accompagnés. 2023-2024, on a eu un taux de couverture de la pluviométrie à 124%. Et c'est une très belle leçon. Nous avons aménagé aussi des terres. Il y avait beaucoup de bas-fonds qui n'étaient pas aménagés, pas exploités. Nous avons fait, au cours de l'offensive, en 2 ans, 2 à 3 fois plus d'aménagements que de toute l'histoire du Burkina. Et ça, c'était un grand progrès. Cela a permis de produire beaucoup. Si vous voyez, avec l'ONBAH, on est en train de réhabiliter beaucoup de barrages et de retenues d'eau. Il y a des barrages qui n'atteignaient même pas 100 000 mètres cubes d'eau. Aujourd'hui, nous les avons réaménagés et ils passent à plus d'un million de mètres cubes. Cela permet de stocker de l'eau. Je pense que cette campagne humide qui enregistre des poches de sécheresse un peu partout, est une très bonne leçon aussi pour nous. C'est un message que Dieu lui-même nous envoie. C'est-à-dire : 2023, 2024,

2025, vous avez eu une bonne pluviométrie, mais pensez à aménager plus et à maîtriser l'eau. Et nous avons compris la leçon. Bientôt, donc, la deuxième phase. J'étais en réunion de cabinet avec le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture, et je disais qu'il faille lancer une opération commando sur l'aménagement des terres autour des points d'eau, parce que nous avons de grands barrages, mais les terres ne sont pas aménagées. Quand on prend Samendéni, on n'a pu aménager que quelques hectares sur un potentiel de près de 25 000 hectares. Et donc l'opération va se déclencher bientôt. Ils sont en train de l'écrire.

Comme on a tous les moyens à notre disposition, comme je l'ai dit au début, qu'est-ce qu'on attend ? A Bagré, Samendeni et tout ce qui est grand barrage, nous voulons aller à 5 ou 10 fois plus de la capacité actuelle. Donc, on aménagera. Pour les systèmes d'irrigation aussi, ils sont en train de réfléchir en vue d'avoir des systèmes très performants qui ne consomment pas trop d'eau, parce qu'aujourd'hui, beaucoup font le gravitaire qui consomme trop d'eau. Et les plantes n'ont même pas forcément besoin de ces volumes. Nous allons passer à un système perfectionné en aspersion. Les ingénieurs sont là-dessus, parce que nous ne voulons pas importer ces technologies. Nous avons confiance et les gens sont en train de travailler à préparer l'équipe pour qu'on les fasse. Donc, la deuxième phase va comporter tout cela. Nous allons devoir quintupler nos superficies exploitables et surtout les mettre en pratique pour pouvoir encore donner plus de tonus à cette opération.

Lors de la clôture de l'édition de 2026, vous annonciez la création de centres nationaux d'immersion. Alors, beaucoup se demandent : Est-ce que l'Etat n'est pas en train de se préparer des réservistes ? Pourquoi ce choix de créer des centres nationaux ?

L'immersion est différente de la réserve. La réserve, le ministère est en train de préparer les arrêtés d'ailleurs, pour faire commencer le recrutement. Là, on a annoncé 100 000 réservistes pour cette année, ils vont le faire avant la fin de l'année. Ça, c'est à part. Maintenant, l'immersion, c'est une autre formule révolutionnaire de préparer la population, de discipliner la population et de revenir en fait montrer aux gens qui nous sommes

et pourquoi nous devons nous comporter ainsi pour atteindre tel objectif. Et aujourd'hui, on le fait avec les bacheliers et certaines couches. Mais nous avons des programmes d'immersion.

En fonction du public cible, vous êtes d'accord avec moi qu'un travailleur, même parmi les travailleurs, quelqu'un qui travaille au ministère de l'Economie, ne fera pas la même immersion que quelqu'un qui travaille au ministère de la Santé, par exemple. Donc, on doit cibler avec des cours assez particuliers pour donner le patriotisme, l'engagement, l'histoire de notre pays, pour que chacun, à son niveau, comprenne d'où nous venons, où est-ce que nous sommes, où est-ce que nous voulons aller et que chacun sache jouer sa partition pour le bien de la patrie. Même avec les bacheliers, aujourd'hui, on le fait dans les lycées un peu partout. Et là, j'imagine les populations autour.

Il n'y a pas de sommeil parce que la nuit, avec l'emmerdement, ils chantent jusqu'à des heures tardives. Donc les populations environnantes ne peuvent pas dormir. Il faut qu'on trouve des endroits où on donne ces cours pour pouvoir inculquer aux gens et à chaque couche ce que nous voulons pour notre patrie. Voilà un peu l'idée.

Vous avez parlé de bacheliers et le Burkina a fait le choix cette année de garder les meilleurs au pays. Est-ce que les commodités et les compétences nécessaires sont réunies pour pouvoir bien les encadrer ?

D'abord, si on attend que tout soit réuni, que tout soit parfait, on ne le fera jamais. Rien n'est jamais parfait. Il faut qu'on parte de ce concept. Secundo, je pense qu'on ne l'a pas décidé comme ça dès 2022. On a attendu de réunir un certain nombre de conditions, le minimum, avant de commencer. Si vous remarquez aujourd'hui, avec l'IPEQ, l'Initiative pour un éducation de qualité, nous avons fait un constat. Vous voyez que nos universités étaient en retard. Les gens pouvaient passer 5 ans, 6 ans sans avoir une licence dans une université au Burkina. C'est dans cette vision. Mais vous savez qu'on a tout rattrapé en ce laps de temps, l'année académique est devenue normale. Et ça, c'est un grand effort qui a été fait au niveau de tout le système éducatif de l'enseignement supérieur. Tous les enseignants,

parce qu'on a modifié tous les textes pour augmenter leurs heures de travail et ils ont accepté, ils ont travaillé, ils se sont donnés. Les gens n'ont pas eu de vacances pendant 2 ans, 3 ans et les étudiants ont accepté de suivre le rythme, sacrifier toutes leurs vacances également pour qu'on rattrape le retard. Mais le gros problème est d'ordre infrastructurel. Où est-ce qu'ils prennent cours ? Et là, nous sommes en train de construire des amphithéâtres. C'est un programme de 40 amphithéâtres qui a été lancé pour que tous les étudiants puissent faire cours. Au lieu d'aller louer des salles par-ci, de déranger les gens, ils doivent avoir leur cadre pour prendre les cours. Et tous ces amphithéâtres, sont équipés de laboratoires pour la pratique, afin que ce ne soit pas juste des théoriciens, mais que ce soit des praticiens. Et pour ceux qui sont littéraires, beaucoup de bibliothèques accompagnent ce programme. Nous avons aussi mis l'internet qui permet aujourd'hui aux étudiants, partout où ils sont, dans la plupart de nos universités, de faire leurs recherches. Je ne sais pas si le programme est clos maintenant, mais toutes les universités devaient avoir l'internet gratuitement pour que les gens puissent se connecter, faire leurs recherches. Cela permet aux étudiants d'aller au-delà de ce que les enseignants leur disent.

Quand vous prenez aujourd'hui les meilleurs bacheliers, nous devons les garder. Pourquoi est-ce que l'Afrique doit laisser à ce qu'on pille ses richesses et on pille son cerveau. C'est ce concept d'ailleurs que nous voulons briser. Si vous remarquez, dans tous les pays africains, les pays occidentaux sont aux aguets. Quand le BAC finit, ils rassemblent les meilleurs et leur donne des bourses. Ils sont contents, ils les amènent chez eux. Ils les inscrivent dans des filières. Quand les gars excellent, on les garde chez eux. L'Afrique devient quoi en ce moment ? Donc nous, nous n'avons pas besoin de nous développer ? On a besoin de nos cerveaux. Pourquoi est-ce qu'ils doivent venir piller nos richesses et encore piller nos cerveaux ? Nous refusons cela. La révolution ne marche pas avec ce concept. C'est pourquoi nous avons décidé de construire des universités. L'académie est en construction. C'est bientôt fini. Nous avons déjà recruté la première cohorte. Nous allons former nos

ingénieurs nous-mêmes. Il y a l'école polytechnique qui existait, mais qui était dans des locaux assez restreints, donc le nombre était tellement petit. Nous devons construire leur cité à Gampela. Nous allons lancer la construction très bientôt pour former beaucoup d'ingénieurs sur place afin qu'ils contribuent au développement de notre patrie. Pour les enseignants, il y a beaucoup de Burkinabè à l'extérieur qui sont intéressés à venir instruire dans ces universités. Ça aussi, le recrutement est en cours, sinon c'est déjà fini. Donc, nous avons réuni tous les paramètres, que ce soit les infrastructures, les enseignants et le monde académique qui va avec, pour pouvoir prendre soin de nos meilleurs bacheliers au lieu de laisser les cerveaux s'enfuir vers d'autres cieux.

Est-ce qu'on ne se prive pas également de l'expérience des autres ?

Quelle expérience ? En quoi cela nous profitait ? Si on amène quelqu'un, on le forme, on le garde. En quoi cela nous profite ?

On peut peut-être travailler à convaincre les futurs étudiants à revenir au pays pour investir leurs connaissances plutôt que de les empêcher d'y aller.

Je suis d'accord. C'est possible. Mais vous savez que quand ils forment les gens là-bas, ils ne vous forment pas seulement à vous donner une connaissance. Ils vous forment aussi à vous dénaturer, à prendre leur idéologie. C'est pourquoi je l'ai dit une fois, nous avons besoin de cerveaux. Mais quelqu'un qui a une tête pleine de connaissances et un cœur vide de patriotisme, on n'en veut pas. Malheureusement, certains sont partis. Aujourd'hui, même si vous leur dites de revenir, ils ne croient plus à son pays, ils ne croient pas à l'Afrique. Ils sont issus de ce terroir, mais aujourd'hui, ils vous regardent, excusez-moi, comme l'autre l'a dit, comme des pays de merde. Il a eu la nationalité ailleurs, il a tout eu ailleurs, il ne veut rien. Comme il y en a qui sont là-bas, qui ne se sont jamais détachés de leur patrie, mais il n'y avait pas seulement les conditions. Aujourd'hui, beaucoup de ces gens sont revenus. Quand je prends le Burkina, beaucoup sont revenus, ils travaillent avec nous actuellement. Beaucoup veulent revenir et nous sommes en train de mettre les conditions en place pour

pouvoir les accueillir. Beaucoup même reviennent, ils ne demandent pas grand-chose, vraiment de manière patriotique, pour venir contribuer. Et ça, on apprécie. Sauf que ces gens qui veulent revenir n'ont pas été déformés. Sinon, quand vous arrivez, c'est un lavage de cerveau qu'on vous fait : « vous allez repartir faire quoi dans ce pays ? Vous serez bien ici ». On vous met dans les conditions, on vous donne la nationalité, ainsi de suite. On vous lave le cerveau pour détester, dénigrer votre propre patrie. Vous n'avez plus envie de partir, mais beaucoup sont plus forts que cela. Aujourd'hui, ils reviennent. C'est aussi la politique aussi à l'intérieur qui faisait que les gens étaient découragés. Quelqu'un va faire une formation pointue en électronique par exemple. Dans son pays, il n'y a rien pour s'exprimer. Il va venir faire quoi ?

Quelqu'un va faire la métallurgie pointue, il peut fabriquer des alliages. Dans son pays, il n'y a même pas un seul four, c'est-à-dire une seule fonderie où il peut venir mettre en pratique ses connaissances. Il va venir faire quoi ?

Donc quand on parle d'expérience, c'est bien pour ceux qui sont patriotes, qui veulent revenir et c'est à nous de créer les conditions pour qu'ils viennent exprimer leur talent. Même dans le domaine de la médecine, aujourd'hui, vous voyez qu'on a évolué. On fait des interventions à cœur ouvert. Ce sont des médecins burkinabè qui sont sur place, qui avaient l'envie de le faire, qui n'avaient pas le plateau technique. On l'a fait. Pour les transplantations rénales, tout le plateau technique a été acquis et ils le font. Mais d'autres qui étaient ailleurs, qui étaient spécialisés dans ces domaines, vont revenir pour les accompagner parce qu'aujourd'hui, il y a le plateau technique pour le faire.

Où est-ce que vous en êtes aujourd'hui avec le projet de nucléaire civil dans le domaine de l'énergie ?

C'est un projet qui n'a pas de précipitation. Quand on dit souveraineté, c'est la souveraineté. Ce ne sont pas juste des mots. Il faut savoir ce qu'on veut. Faire du nucléaire et ne pas être souverain, nous ne voulons pas de cela. C'est pourquoi quand on a commencé le projet, on a dit : on n'est pas pressé. Cela prendra le temps que ça doit prendre. Mais ceux qui

doivent travailler dans ces centrales, ce sont les Burkinabè et on a besoin que vous les former. On nous a dit que la formation prendra du temps. Un ingénieur, c'est minimum 5 ans de toute façon. Et s'il doit apprendre la langue ailleurs, cela peut être 6 ou 7 ans. On est prêt. Il faut assumer, on forme nos ingénieurs. Là, on installe la centrale, ils suivent tout et ils sont en mesure de tenir la centrale. Mais si vous mettez une centrale et que c'est sous assistance de d'autres personnes vous n'êtes pas souverains. Parce que d'un moment à l'autre, on ne sait jamais. Tout peut se passer. Donc depuis l'année passée ou surpassée, nos premières cohortes d'étudiants sont déjà parties. Ils sont en formation. On veut qu'ils finissent et que ce soit nos ingénieurs qui participent au montage, qui comprennent, qui savent gérer et qui font tout. Parce que nous voulons une souveraineté complète. C'est pourquoi sur ce volet, on n'est vraiment pas pressé. On va à notre rythme, on apprend et on le fera nous-mêmes avec nos partenaires au fur et à mesure.

Quel temps le Burkinabè se donne-t-il, par exemple pour être autonome en matière énergétique ?

Nous sommes sur beaucoup de programmes actuellement. Vous voyez, la dernière fois on a lancé par exemple, au niveau du thermique, la construction des lignes. Aujourd'hui, nous sommes en train de construire beaucoup de centrales mais le problème est l'évacuation. C'est bien de produire, mais vous évacuez comment ? Tout ce qui est là en fait, est obsolète. C'est dépassé. Il y a des lignes de 225 KV, actuellement qui sont dépassées et il faut passer, peut-être, à 400 KV pour être futuriste. Donc, nous sommes là-dessus. Et dernièrement, on a opté pour plus de 100 milliards F CFA pour principalement les lignes de transport pour pouvoir évacuer les postes de transformation. Souvent, quand il fait extrêmement chaud, on a trop de coupures électriques. Souvent dans la ville, des postes de transformation prennent feu. C'est parce que c'est du vieux matériel qui ne peut pas supporter la puissance injectée. Donc, il y a beaucoup de choses à changer sur toute la ligne. Et vous verrez les travaux un peu partout dans la ville, si vous remarquez. On est même en train de changer les poteaux métalliques pour mettre des poteaux en béton, afin de diminuer

les risques pour les populations. C'est dire qu'on a un gros chantier en matière énergétique. Mais nous nous sommes donné des objectifs et je suis sur un dernier programme pour aller jusqu'en 2032 de manière audacieuse afin de pouvoir avoir une couverture presque à 100% pour que jusqu'au dernier village, nous ayons l'électricité. Je devance l'iguane dans l'eau mais c'est un programme que nous sommes en train d'écrire, qui va être mis en œuvre de manière intensive et avec toute la communauté pour qu'on puisse produire et avoir toutes les lignes de transport jusque dans toutes les communes. C'est cette indépendance que nous souhaitons.

Est-ce qu'au niveau du Burkina, du Mali et du Niger, on envisage des solutions, pour résoudre justement cette question énergétique ?

Oui, je pense que les ministres se rencontrent très souvent. Actuellement, il y a la SAMAO qui a été couplée au salon de l'AES où les ministres de l'Energie réfléchissent et nous attendons la fin de leurs travaux pour avoir les conclusions en matière énergétique. Parce que s'il n'y a pas d'énergie, il n'y a aucun développement. Les industries et tout ce que vous mettez en place, vont s'alimenter comment ? Ce n'est pas possible. Pourtant, pour le développement, on a besoin de transformer. Et qui dit transformation, dit industrie lourde. Cela a besoin d'énergie. Donc, on attend leur conclusion et on verra.

Le Mali et le Niger ont récemment connu de violentes et meurtrières tentatives de déstabilisation. Quelle lecture en faites-vous ? Est-ce à dire que l'hiver noir sévit toujours ?

L'hiver noir sévit toujours. L'hiver noir est en train de commencer. Et je pense que les gens ne comprennent pas trop ce que j'ai voulu dire. Mais au fur et à mesure, vous comprendrez. Je pense qu'il faut se préparer à cela. C'est clair et net qu'ils ne vont pas nous lâcher. Et ils le disent même haut et fort. Il faut qu'on se prépare à toute éventualité. Cela ne doit pas être un événement particulier. C'est pourquoi nous disons qu'il faut prendre ses mesures, connaître l'histoire et savoir que ça ne sera pas facile. Donc ces événements ne seraient pas les derniers. Il faut se préparer à toute

éventualité. Ce n'est que le début. Ils ne vont pas nous lâcher. Comment ils vont survivre sans nous ? C'est cette question qu'il faut se poser. Pourquoi ils agissent ainsi ? En quoi cela leur profite d'agir comme ça ? Et une fois qu'on a pris cette équation en compte, il faut se préparer à toute éventualité. On ne souhaite pas qu'il y ait d'événements, mais il faut se préparer à toute éventualité. C'est ce que je peux dire sur ces questions de déstabilisation. Cela ne va jamais s'arrêter. Il faut vivre avec. Il faut se préparer à affronter. Et justement, certains pays accusés d'implication estiment ne pas s'y reconnaître et pointent du doigt une vue de l'esprit des dirigeants de l'AES. Oui, mais qui va dire que c'est lui ? A part l'Ukraine qui, par la voix de son ambassadeur, a dit clairement qu'ils sont impliqués, et quelques généraux français qui disent qu'ils vont revenir. Qui va dire que c'est lui ? Il faut connaître son ennemi. C'est aussi simple. L'Africain a cette manière d'avoir du sentiment, de l'émotion ou de croire que les choses peuvent changer. Si vous voyez l'histoire de Haïti, écoutez, il ne faut pas faire semblant. Il ne faut pas jouer à un jeu dangereux. Si vous jouez avec le feu, il va vous brûler. On nous a déclaré ennemi, il faut savoir qu'on a des ennemis et il faut faire avec. Et il n'y a pas de demi-mesure quand il s'agit d'un ennemi. Il n'y a pas à dire qu'il est revenu à de meilleurs sentiments, il faut quoi. Ils sont connus et il faut faire avec. Donc, pointer quelqu'un du doigt ou pas, je ne suis pas dans ce concept. J'ai déjà la cartographie de mes ennemis. Il y a des gens que vous, vous ne voyez pas. Il y a des pays que vous croyez qu'ils sont amis, ils sont frères, mais qui agissent en sous-marin contre vous. Tout cela, il faut savoir les reconnaître et se préparer en conséquence. Donc pour moi, il ne sert plus de pointer quelqu'un du doigt. Il faut que nous, on se prépare à assumer notre choix de souveraineté et à affronter l'adversité. C'est ce qu'il faut faire. Et je pense qu'on va dans ce sens. On a assez bien compris. Il faut s'armer.

Où en est-on aujourd'hui avec l'opérationnalisation de la force unifiée ? Est-ce que quelque part, si elle l'était, elle n'aurait pas pu intervenir dans les récents événements ?

Alors, oui, l'opérationnalisation

prend du temps. Seulement parce que quand je dis opérationnalisation, je suppose qu'on est sur la même longueur d'onde : avoir une unité totalement autonome avec ses hommes, ses moyens logistiques, ses moyens aériens, son commandement vraiment parfait. Cela prend du temps et ça peut se comprendre vu que toutes nos armées sont en restructuration, en reconstruction. Mais j'espère que ça viendra. Sinon, oui, il aurait pu jouer un très grand rôle dans ces événements. Tout le monde le dit d'ailleurs, tout le monde le sait. C'est en route. J'espère bien que cela ne va pas trop traîner.

Il y a trois ans était signée la charte du Liptako Gourma qui a donné naissance donc à l'AES en tant que telle. Trois ans après, peut-on dire que les fruits sont à la hauteur des espérances ?

Non. Si on dit cela, c'est qu'on se jette des fleurs et on se freine. Comme je l'ai dit, un révolutionnaire n'est jamais satisfait. Pour ma part, on peut toujours faire mieux. Donc, je ne dirai pas que les fruits sont à la hauteur des espérances. On doit aller plus vite, faire beaucoup mieux les choses. Parce que l'adversité est grande, les attentes sont énormes. Et si on ne mesure pas la portée de ces deux paramètres et on se dit que tout va bien, on va se tromper. On a du chemin, on a du travail à faire. C'est mieux de se mettre dans cette posture et se dire que ce n'est jamais parfait, ce n'est jamais arrivé et se donner encore plus d'efforts pour y arriver.

Certains citoyens estiment que l'AES ne va pas aussi vite qu'il aurait fallu. Comment comprenez-vous cela ? Est-ce que vous êtes d'accord avec ce qu'ils pensent ?

Tout dépend des domaines et des paramètres. Il y a des domaines peut-être, où on aurait pu aller plus vite, comme il y a des domaines où les choses sont indépendantes de notre volonté. On vient de loin, on vient de très loin. Chaque pays a ses réalités. Aujourd'hui, à l'instant T, les pays n'ont pas les mêmes réalités jusque-là. On n'est pas au même niveau. De toute façon, on n'a même pas les mêmes superficies. En termes de défi sécuritaire, on ne peut pas être au même niveau. C'est déjà un paramètre important. Les autres paramètres également. Chaque pays a ses réalités pour pouvoir arriver au

niveau économique, parce que tout est aussi basé sur l'économie. Donc, certains peuvent voir les choses lentes, c'est normal. Nous aussi, en tant que dirigeants, nous devons chaque fois faire une introspection et voir les domaines dans lesquels on peut aller plus vite. Tant qu'on peut aller plus vite, il faut y aller. Comme je l'ai dit, l'adversité est là. Ceux qui nous combattent, ceux qui cherchent à nous détruire, n'attendent pas de savoir si vous êtes prêts ou pas. Eux, ils sont prêts, ils font ce qu'ils ont à faire. Donc, c'est à nous de nous donner les moyens de tout accélérer pour faire face. Sinon, ce sera compliqué.

Il y a aussi le problème des tracasseries le long des corridors alors, on a plusieurs fois dénoncé cette situation. Récemment, on a vu la sortie du ministre burkinabè de la Sécurité sur la question, tout comme le chef d'Etat-major de la gendarmerie nationale. Finalement, est-ce que cette situation peut trouver solution ?

Voilà un des domaines sur lesquels on est en retard et je pense qu'on peut aller plus vite. Parce qu'on ne peut même pas parler d'AES s'il n'y a pas d'intégration. Si quelqu'un ne peut pas quitter le territoire malien avec la carte d'identité AES, traverser le Burkina, aller jusqu'à Agadez comme il veut, c'est compliqué. Ça commence par-là. C'est le ressenti des populations et c'est normal. On l'entend partout. Je crois qu'il faut qu'on aille très vite dans ce domaine. Le Burkina a préparé le texte, le protocole additionnel, un arrangement. Et cela a été soumis. Vous avez vu la réunion des directeurs de police pour que les autres parties aussi puissent l'examiner. Par exemple, il y a une structure que chaque pays doit mettre en place pour pouvoir lutter contre les tracasseries. Cette structure doit infiltrer le milieu, détecter aux frontières les policiers qui le font. Nous, on a déjà pu la mettre en place. Nous attendons que le Mali et le Niger aussi puissent valider et mettre en place. Et c'est dans ce contexte que le ministre Sana a fait sa sortie, parce que la structure a déjà commencé à travailler. Il a parlé d'une soixantaine de policiers déjà aux arrêts.

Donc, il faut qu'on aille très vite sur ce volet-là. Nous attendons que cela puisse être validé, parce que les

décisions sont prises à l'unanimité des trois, à la majorité. Et nous espérons très bientôt que les deux pays aussi vont mettre en place leurs structures et que cela puisse être fluide sinon, si les tracasseries continuent, c'est très vilain.

La Banque confédérale pour l'investissement et le développement (BCID-AES) a été lancée à Bamako le 23 décembre 2025 et ses dirigeants ont même été nommés. Mais à quand sa pleine opérationnalisation pour qu'elle puisse financer les grands projets d'intégration ?

Je me dis qu'elle est en train d'être opérationnelle à temps plein parce qu'il y a une taxe qui a été décidée, qui se prélève tous les jours. Donc, je pense qu'il y a de l'argent qui est disponible déjà. Maintenant, c'est le choix des grands projets. Et comme je l'ai dit, là aussi, ça demande l'alignement parfait de tous les trois pays. Quand vous parlez de grands projets, par exemple, vous pensez à quoi ?

Les grands projets d'intégration, comme vous l'avez dit tout de suite, la force unifiée. Donc là, c'est pour la sécurité, mais dans le cadre du développement, vous, vous avez lancé votre offensive agro-pastorale. Ça peut être fait également à l'échelle confédérale pour qu'on puisse vraiment atteindre la souveraineté alimentaire.

Donc, je vois que nous sommes sur la même longueur d'onde. Oui, c'est nécessaire qu'on puisse rapidement voir cette situation. Par exemple, quand vous parlez de la force unifiée, peut-être que la banque pourrait contribuer à financer certains équipements. C'est à cela que vous pensez, j'imagine. Pourquoi pas ? Par exemple, le volet aérien de la force a été soumis à la banque. Cette question : comment acquérir des moyens aériens pour que la force soit vraiment autonome ? Cela est en cours d'examen là-bas. Vous savez que les financiers, souvent, prennent trop de temps à analyser les risques. C'est bien, mais il y a aussi ces projets de développement, que ce soit l'agriculture ou les infrastructures. Mais cela demande vraiment une harmonisation parfaite, parce que nous avons des objectifs. Il faut que dans les deux autres pays, on ait presque les mêmes objectifs pour avoir le même mode de financement

et l'exécuter très rapidement. Si on prend le domaine des infrastructures, par exemple, le Burkina, a aujourd'hui une agence nationale, Faso Mèbo, qui va s'occuper de tous nos travaux. Et peut-être qu'elle peut s'occuper des travaux de l'AES, mais cela demande qu'on puisse coordonner et fédérer les énergies. Si nous voulons faire de grandes voies qui relient toutes les capitales. Les rails, c'est pareil. Nous avons créé Faso Rail. Cela a pris du temps du fait des études de faisabilité. Mais on est ok et on va bientôt commencer. C'est un très gros investissement. Il faut pouvoir relier les villes pour que les marchandises puissent circuler. Ce sont des grands projets en cours, mais qui demandent, beaucoup d'études de faisabilité pour converger les points de vue. C'est cela qui fait traîner un peu les grands investissements. Et j'espère qu'ils iront plus vite. Ce sont autant de domaines sur lesquels les gens vont trouver qu'il faut qu'on aille plus vite. Peut-être que oui, il faut qu'on aille plus vite.

L'AES, c'est la banque, les médias, la force unifiée. Doit-on s'attendre également à ce qu'il y ait une monnaie confédérale pour l'AES ?

Restez à l'écoute et vous verrez.

Pas de timing ?

Il y a aussi une monnaie en cours au niveau de l'UEMOA. Vous n'êtes pas sans savoir cela. On suit. On verra.

L'AES est solidement ancrée en Afrique de l'ouest comme la CEDEAO. Quel type de scénario envisagez-vous dans un avenir proche ? Est-ce une cohabitation pacifique ou une « cohabi-tension » ?

L'idéal c'est une cohabitation, une très bonne cohabitation parce que tout cela, on ne devait pas du tout en arriver à ça. C'est parce que, malheureusement, ce que moi j'appelle des esclaves de salon, des vrais nègres, ont gâté en fait les relations entre les pays. Sinon comment un président français va sortir et puis dire : « Oui, je vais instruire la CEDEAO de faire ci, de faire ça » et des gens qui ne réfléchissent pas aussi bandent les muscles pour dire qu'on va aller attaquer nos frères ? C'est ce qui a amené ce problème de scission. Des frères noirs entre nous et on vous amène à nous entre tuer pour le plaisir du Blanc et on suit. Sinon on

n'aurait jamais dû arriver à cette situation. On pourrait s'asseoir parler mais je pense que le fait est là. Maintenant, c'est de travailler à cohabiter ensemble parce qu'une chose est sûre, nous les dirigeants on n'est rien en fait. Les peuples eux travaillent ensemble. Vous ne pouvez pas empêcher un Burkinabè d'aller quelque part même si certains essaient de le faire aujourd'hui. Dans certains pays, quand les Burkinabè arrivent, ils refusent qu'ils rentrent dans leur pays. Ils sont obligés de cacher leur carte d'identité et dire qu'ils n'en ont pas, de payer l'argent à leur force de sécurité pour pouvoir rentrer dans leurs pays. Ils ne veulent même pas sentir un Burkinabè. Qui a instauré cette haine ? Ce sont nos les dirigeants et c'est dangereux. On n'a pas besoin d'arriver à là et on a intérêt à ce qu'on cohabite de manière pacifique et coordonnée. C'est pourquoi on a dit de mettre un mécanisme de négociations en place pour qu'il y ait une coopération bilatérale entre ces deux entités sur les questions d'intégration, de transport, de développement ... On a intérêt que ce soit ainsi. Mais à l'impossible nul n'est tenu. S'il y en a qui ne veulent pas le comprendre, moi ma posture est simple : s'il faille qu'on passe par des étapes violentes pour arriver au respect, on va y aller. Qu'on y aille le plutôt possible. D'ailleurs, nous, nous sommes déjà dedans. On n'a pas peur de cela. Il faut que les gens comprennent qu'on n'a pas besoin de ces choses-là. Mais s'il le faut, on le fera. Donc, cohabitation et « cohabi-tension », on est preneur. Mais nous préférons la cohabitation pour le bonheur de nos populations. Les populations n'ont pas grand-chose. Certes, certains ont travaillé à créer la haine. On verra si cela va aboutir. Nous espérons que certains vont revenir à la raison pour qu'on puisse se parler.

L'AES est déjà en relation avec la Russie. La CEDEAO et la Russie sont en train de se rapprocher. Pour vous, cela est-il normal ? Vous le ressentez comme ce qui est dérangeant ?

C'est très bien. Moi je l'apprécie. C'est normal. La Russie peut nouer les relations avec qui elle veut. La CEDEAO aussi. C'est un principe. Nous ne voulons pas rentrer dans la souveraineté des Etats ou des entités. C'est normal, la Russie est un pays, comme je le dis, qui n'a jamais coloniser l'Afrique, mais qui, au

contraire, à aider beaucoup de pays africains à se décoloniser à un moment donné. C'est un partenaire qui peut aider, en termes de développement technologique, industriel. Il est beaucoup en avance et il y a beaucoup à tirer de lui. Si la CEDEAO pense qu'elle peut tirer un bon profit de sa coopération avec la Russie, c'est une très bonne chose. Je les encourage à y aller. On souhaite le bonheur pour tout un chacun. Quand on fait les choses qui nous semblent positif, quand on parle, ce n'est pas pour quoi ce soit. C'est pour amener les gens à faire la même chose parce qu'on ne peut pas voir un Noir dans les rues à l'Occident comme un clochard. Ça fait mal. Ce sont toujours les noirs qui sont dans cette posture. Chez nous, si on peut développer quelque chose pour que les Noirs vivent bien, c'est idéal. On ne veut pas voir des Noirs en train de traverser l'océan, en train de mourir sur l'océan. C'est toujours des Noirs. Mais pourquoi ça arrive ? Parce que nous ne faisons rien ici pour les maintenir. Donc si la CEDEAO peut se créer de nouveaux horizons pour vraiment créer des industries, aider la jeunesse à travailler et que la Russie est un partenaire qui peut l'aider, je suis parfaitement d'accord et j'encourage cela.

La CAN 2032 dans l'espace AES. C'est un projet assez ambitieux et cela fait également rêver. Est-ce qu'il n'y a pas du chemin à faire au regard des infrastructures et de certains aspects de l'organisation ?

Si on veut, on peut. Le mot impossible, il faut l'écarter du vocabulaire. 2032 c'est encore loin. Si on veut on peut et à trois c'est largement suffisant. Si on se met au sérieux on peut, Même le Burkina seul, si on décide en 2032 d'accueillir la CAN, on va le faire. Aujourd'hui, construire un stade, ce n'est plus un mythe. On peut construire les stades. Nous sommes déjà là-dessus et nous sommes en train de lancer un vaste programme d'infrastructures sportives.

Pour les hôtels on en a déjà suffisamment pour héberger. Pour les conditions de sécurité, il faut réunir tout, pour que ceux qui vont venir visiter nos pays soient vraiment en sécurité. Donc si on veut, on peut. Ce n'est pas la mer à boire et c'est bien possible. Ce n'est même pas trop ambitieux. C'est bien possible. Et on va le faire.

Vous avez dit : « Si on veut, on peut ». Donc, quelque part, l'AES a voulu avoir ses propres médias et en 2 ans seulement, elle l'a fait. La télé existe, la radio existe. La télé a démarré... Tafuk TV a démarré ses programmes le 16 septembre dernier. Aujourd'hui, si vous avez un message à l'endroit des hommes et des femmes de presse de la zone AES dans le cadre de la lutte contre la guerre informationnelle, quel serait ce message ?

Je pense que vous faites partie de l'équipe de la télé par exemple. Le message, c'est que ces instruments que nous avons développés doivent être des instruments d'influence. Ils ne doivent pas être des médias classiques comme nos médias, des chaînes nationales. Il faut que vous les acteurs arriviez à libérer le génie créateur pour créer des programmes afin de plus communiquer qu'informer. C'est différent. Communiquer, il faut influencer, il faut impacter d'abord notre population, mais aussi l'Afrique et le monde. Parce que quand vous voyez, par exemple, les médias français, je reviens encore là-dessus, leur manière de communiquer, vous savez très bien que pendant tout ce temps, ils nous ont imposé un narratif. Et tous ceux qui sont intellectuels ou pas, ceux qui arrivent à écouter ces radios ou à regarder ces télévisions se faisaient une idée du monde, n'étaient pas au courant de la réalité. Et aujourd'hui, avec l'internet notamment, les gens ont compris que tout est faux. Ils ont passé le temps à nous mentir, à empoisonner notre cerveau. Et vous, vous devez déconstruire le mensonge de ces médias sur nous. Et donc cela demande du travail. Et ce sont des programmes assez spécifiques qui vont partir depuis l'histoire de l'Afrique, faire comprendre aux gens qui nous sommes et ce que les gens nous ont fait pour nous maintenir dans cette situation, ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui dans l'espace en termes de révolution, montrer des exemples palpables, aller dans les détails de ce qui se faisait maintenant pour amener les populations à se projeter dans l'avenir, à avoir cet espoir. S'il n'y a pas d'espoir, on ne vit pas. L'espoir se nourrit avec des choses palpables, bien concrètes. Et ça, c'est vous qui devez le faire. J'ai de très fortes attentes. Et si vous voulez des idées aussi, on peut donner. Mais on



« L'hiver noir est en train de commencer. Je pense qu'il faut se préparer à cela. C'est clair et net qu'ils ne vont pas nous lâcher. Et ils le disent même haut et fort. Il faut qu'on se prépare à toute éventualité ».

doit influencer, on doit impacter, et on doit faire comprendre à nos populations leur histoire, le présent, et quel pourrait être le futur si nous nous concentrons. Donc je vous souhaite bon courage et bon vent, et espère que cela puisse atteindre l'objectif escompté.

Les idées seront toujours les bienvenues, camarade président. Et je peux prendre déjà l'engagement devant vous qu'à partir de janvier 2027, lorsque les bureaux du Burkina et du Niger seront opérationnels et le personnel confédéral en place, nous allons transformer Tafuk en une chaîne d'info en continu. Chaque heure, une édition d'information, autant en Français que dans les quatre langues nationales choisies, ainsi qu'en Anglais.

Nous allons parler également de la rupture diplomatique entre le Burkina et la France. Envisagez-vous de renouer les relations sous d'autres formats, sur de nouvelles bases ?

Nous les Africains, nous aimons faire des erreurs. Je pense qu'il faut quitter dans cela. Je vous ai parlé tout de suite de Haïti et je pense que les gens doivent lire l'histoire de ce pays, comprendre qu'il ne faut pas s'amuser avec ces gens.

C'est un chemin de non-retour ?

Non-retour, c'est trop dit. Mais cela ne peut plus jamais être comme avant. Tout dépendra de notre posture, à quel niveau on va arriver. Parce que tant qu'on n'est pas prêt totalement sur tous les plans, il ne faut pas jouer avec le feu, j'aime le

dire. Ils ont dit clairement qu'ils vont nous déstabiliser ou nous tuer. Et si jamais, là où nous avons amené nos populations aujourd'hui, par malheur, que Dieu nous en garde, ces gens revenaient ici, ce n'est pas nous ; ce qu'ils vont faire subir au peuple... Ils vont faire en sorte que même dans vos rêves, personne n'ose encore défier l'impérialisme. Ils feront en sorte que les vivants même vont envier le sort des morts. Ils sont sadiques. Qu'est-ce qu'ils ne nous ont pas fait par le passé ? L'avons-nous oublié ? C'est pourquoi je dis que je ne suis pas dans cette posture de : « Ah, ils sont revenus à de meilleurs sentiments ». Non. Pourquoi j'ai décidé de rompre ? Quelqu'un se déclare ton ennemi, il ne veut pas de ton bien. Tu vas le garder dans ta maison pour quoi ? Qu'ils partent. Si tu les gardes dans ta maison, c'est qu'il y a un problème : soit je joue à un double jeu avec le peuple, ou bien j'ai d'autres objectifs. Mais une fois qu'ils sont là, tout le monde vient, tous les espions viennent sous couvert diplomatique. Tout le monde le fait dans le monde. Est-ce que je dois les garder et les accompagner dans leurs sales besognes contre moi-même, contre mon peuple ? Moi, je mets fin et on est très ferme. Si on prend un espion, la peine de mort existe au Burkina. Même s'ils veulent, qu'ils viennent sous couvert d'un autre pays. Si on le prend, c'est ce qu'on va appliquer. Et les réactionnaires à l'intérieur qui sont leurs agents aussi, si on prend quelqu'un dans la trahison, c'est sans pitié. Le sentiment c'est fini ! Non,

non, non. Il ne faut pas s'amuser, parce que là on a engagé la responsabilité du peuple et on ne va pas s'amuser avec. C'est donc la posture. Pour revenir ici, il faut que nous soyons prêts. Et pour être prêts, je ne sais pas ce sera dans combien de décennies, mais il faut qu'on soit prêts. Et ça, ça dépend de nous. Mais il n'est pas question de dire qu'ils sont revenus à de meilleurs sentiments et qu'il faut les laisser venir. On a appris beaucoup de leçons. On a pris beaucoup.

Il y a quelques temps, les trois pays de l'AES ont quitté la CPI. Une décision qui avait été critiquée. Mais aujourd'hui, on constate qu'il y a une véritable levée de boucliers au plan international par rapport à cette même CPI. Est-ce qu'on peut dire quelque part que vous aviez eu raison un peu trop tôt ?

Nous ne cherchons même pas à avoir raison. Nous, nous avons fait un constat. Nous avons observé et décidé de quitter. Si vous remarquez, c'est sur des plateaux télé des Noirs qu'on nous fustigeait de toutes parts. Mais la CPI, c'est quoi ? C'était un organe de l'impérialisme. Si la CPI existait, les George Bush, Tony Blair et autres devraient être en prison, même les Obama. En Irak, on a tué, non ? Pour des histoires d'armes de destruction massive. Combien de centaines de milliers d'enfants sont morts ? Au finish, zéro. Ça donne quoi ? Qui est en prison ? Des anciens agents de la CIA eux-mêmes sont sortis dire que c'était des montages. Mais il y a eu quoi ? Même pour l'affaire Kadhafi

ici, les mails de Hillary sont sortis pour dire qu'ils l'ont tué parce qu'il voulait faire une monnaie. Ce ne sont pas les Américains, les Britanniques, les Français qui l'ont tué ? Les Sarkozy sont là, non ? La CPI a dit quoi ? Les effets sont toujours là au Sahel. On a des milliers de morts chaque fois. Qu'est-ce que la CPI dit ? La CPI n'existe pas. C'est un instrument de l'impérialisme. En Côte d'Ivoire, il y a eu plus de 3 000 morts. On a arrêté Gbagbo, on l'a amené à la CPI. Dix ans après, on le libère. Qui a tué alors ces 3 000 personnes ? Ou bien ils ont décidé délibérément de mourir ? Non. Qui sont les coupables ? Qui a tué ces gens ?

En fait, la CPI est faite uniquement pour les Africains. Depuis que ça existe, combien d'Africains ont été amenés à la CPI ? Et combien de ces Occidentaux ont été amenés à la CPI ? Nous, on ne reste pas dans un instrument de domination. Et ce n'est pas la CPI seulement. Tout ce qui est institution de domination, aujourd'hui on vous dit la vérité, si vous ne voulez pas, on quitte. C'est aussi simple que cela. On n'est pas attaché à quelqu'un. Tant qu'on a l'oxygène pour respirer, on va vivre. On ne dépend pas de quelqu'un. C'est cette dignité qu'il faut qu'on reprenne. Je pense qu'aujourd'hui dans le monde, les gens se rendent compte que la CPI ne sert à rien. Il y a beaucoup d'autres organisations, les gens comprendront petit à petit. Donc, si tout le monde a compris, tant mieux. S'ils se restructurent, c'est ça. S'ils ne se restructurent pas,

c'est bon. On est à mesure nous-mêmes de juger ceux qui ne respectent pas nos lois. Mais on ne va pas dépendre de quelqu'un. Donc, on ne peut pas dire qu'on a eu raison très tôt, mais je pense que l'histoire nous donnera raison.

A l'issue de votre précédent entretien, vous avez été taxé d'antidémocrate par pas mal de personnes. Que répondez-vous à cela ?

C'est leur problème. Nous, on s'en fout. Antidémocrate ou pas démocrate, en tout cas, l'Afrique a sa démocratie. C'est enraciné en nous. C'est pourquoi je le dis, les premières chartes de démocratie, de droits de l'homme, c'est en Afrique ici. La société qui s'organise, c'est en Afrique de l'Ouest ici. Donc, ce n'est pas ces gens qui peuvent nous parler de démocratie.

Vous êtes contre la démocratie telle qu'importée ici en Afrique ?

Ce qu'ils ont fabriqué, nous ne sommes pas dedans. Si c'est cela la démocratie et leur définition du mot démocratie, je n'en veux pas. Mais nous, nous avons notre démocratie. Ce dernier siècle, les grandes tragédies qui ont fait le plus de morts, c'était où ? Je pense que la seconde Guerre mondiale a été l'une des guerres les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas en Europe chez eux ? C'étaient les démocrates. C'est l'histoire récente. La première Guerre mondiale a tué combien de millions de personnes ? C'est ça la démocratie ? Et les autres guerres que je viens de citer tout de suite un peu partout dans le monde, en Afrique, au Moyen-Orient ? C'est ça la démocratie ? On va tuer des innocents pour imposer une démocratie ? Nous, nous ne voulons pas de cela. C'est le travail du démon. Ce n'est pas une démocratie. Nous avons notre démocratie à nous ici et nous vivons bien actuellement. Donc, soit on trouve un autre nom pour cela. Si c'est la démocratie est telle qu'ils la définissent, nous, on ne rentre pas dedans. Ils peuvent me taxer d'antidémocrate mais on va créer notre système. De toute façon, le Burkina est dans une révolution, c'est aussi simple. Et nous ne voulons pas de leur démocratie. Qu'ils nous éloignent de ces choses. Cette démocratie qui tue, nous n'en voulons pas.

Est-ce que justement vous

réfléchissez à un nouveau mode d'accession au pouvoir pour les dirigeants burkinabè ?

Oui, il y aura une nouvelle constitution forcément. On va réorganiser totalement. Mais en attendant, il faut tuer l'esprit de politique politicienne, parce qu'elle est beaucoup ancrée. Dans notre génération, beaucoup de gens grandissent entrepreneurs politiques. Je ne sais pas si au Mali, il y en a. Il faut tuer cet esprit, que les gens comprennent qu'ils doivent travailler avant de manger au lieu de rester à être beau parleur, menteur, trompeur. C'est cela. Les gens ont passé le temps à mentir, à tromper leur peuple. Cela fait que ça n'avance pas. Cela existe un peu partout en Afrique. Donc, nous allons nous réorganiser. On va avoir une nouvelle constitution et tout sera clair. Un Etat, ce n'est pas du désordre. Aujourd'hui en Afrique, ils ont instauré un système de désordre. Vous êtes président 4 à 5 ans, vous êtes de l'opposition, vous ne faites que combattre tout ce que le président fait. Vous ne pouvez même pas avancer. Il y a des pays qui passent 5 ans sans rien faire pour la population. Ils sont dans des bagarres inutiles au nom de la démocratie. Ce sont des conneries. Vous faites souffrir la population pour rien. Vous n'avancez pas. Chacun est là "Non, c'est des débats démocratiques qui sont là". Il veut amener tel projet, "Non, il n'est pas d'accord ici". Vous allez où avec ça ? Ce sont des pays qui sont développés qui n'ont plus besoin de certaines infrastructures qui ont vraiment presque tout qui peuvent faire ça. Vous êtes là, vous n'avez même pas de route. Vous êtes Chef d'Etat, vous avez un projet de route, vous partez à l'Assemblée qui le bloque. Vous passez des années à ne rien faire au nom du débat démocratique. Non, nous ne voulons pas de ce système. Regardez dans ces grandes puissances, on parle de « deep state ». Il y en a dans toutes les grandes puissances. Ce n'est pas au hasard. Si vous finissez votre mandat, vous dégagez. Vous êtes de l'opposition vous venez, vous recommencez tout à zéro. L'Etat doit être une continuité parce que le peuple est une continuité. Il doit avoir une vision du pays. S'il n'y a pas de vision, vous naviguez à vue. Et c'est ce qui se passe dans beaucoup de pays en Afrique. Il faut arrêter cela. Mais c'est justement conçu pour nous

faire tourner en rond afin qu'on n'ait jamais le temps de se construire. Sinon, tous les pays, même ces pays occidentaux, même la Russie, la Chine, l'Iran, tous ces pays qui sont aujourd'hui en train de devenir de grandes puissances, il y a un Etat profond. Il y a une vision de l'Etat. Il y a une vision de ce qu'on veut dans 100 ans, dans 200 ans. Qu'est-ce qu'on laisse à nos générations ? Mais en Afrique, nous sommes au hasard. En Europe, les royaumes existent toujours. Vous savez pourquoi ? Vous allez voir dans certains pays, c'est des Premiers ministres qui gouvernent, d'autres aussi ont des présidents, d'autres des chanceliers. Mais c'est la cour royale qui fixe l'orientation. Et tu ne peux pas aller en dehors de cette orientation. Il y a des agissements de certains présidents, que vous ne comprenez pas. Il a prôné cela pendant les campagnes, mais arrivé, il fait autre chose. Il ne peut pas aller à l'encontre de ce qui est dessiné pour le pays. C'est ainsi. Donc, il faut qu'en Afrique, nous ayons ce système au lieu d'être là, de créer une bagarre entre opposition et parti au pouvoir. On passe des années et le peuple attend pendant qu'on n'a rien construit, on n'a rien fait. Donc, on va changer le système, il y aura un système assez clair, on va marcher comme ça.

Nous sommes-là dans le cadre d'une double commémoration : l'an 3 de la charte du Liptako-Gourma, l'an 4 de la RPP. Et en Afrique, dans beaucoup de pays africains, surtout dans notre zone, les traditionalistes disent que le chiffre 3 représente le chiffre porte-bonheur de l'homme et que le chiffre 4 représente le chiffre porte-bonheur de la femme. Est-ce à dire que l'heure du grand bonheur a elle sonné ?

Vous voyez que l'homme et la femme se sont croisés. Cela ne fait que donner du bonheur. C'est tout ce qu'on souhaite. Cela fait l'union et fait procréer. Si les deux coïncident, on dit "Dieu merci" alors. On espère qu'il y aura de très bons fruits, de bons enfants qui vont permettre à ce que l'Afrique, pour une fois, sorte la tête de l'eau et rayonne. Et si ça doit partir de nos contrées, qu'il en soit ainsi. Mais il ne faut pas se baser sur ces concepts et oublier qu'on a une grande part de responsabilité. Nous devons travailler sans relâche avec pour toujours objectif le bonheur du peuple. Donc, l'an 3, oui, c'était audacieux de prendre cette décision,

il y a 3 ans et c'est toujours audacieux, ce n'est pas parfait. Il y a tellement de choses à faire. Et des Noirs qui veulent se réunir, c'est très difficile. C'est très difficile parce qu'il y a beaucoup d'interférences, il y a beaucoup d'intérêts et de choses en jeu. Mais il faut qu'on arrive à surpasser tout cela. Si on réussit, ce sera le départ d'une révolution en Afrique. Mais si on ne réussit pas, ce sera la catastrophe. Et on n'a pas le droit à l'échec et je le dis souvent à mes homologues. Il faut qu'on comprenne que cette affaire va bien au-delà. Les peuples sont bien en avance sur nous ; ils sont des années-lumière en avance sur nous. Et donc, on n'a pas le droit à l'échec. On doit chaque fois voir les aspirations de nos peuples et agir en conséquence. La révolution est là au Burkina Faso. C'est un concept qui n'est pas nouveau parce qu'il y avait une révolution au Burkina Faso dans les années 80. Et donc, nous avons relancé la machine parce que vu la mentalité de notre peuple, nous avons un peuple intrinsèquement révolutionnaire et ce n'est pas facile. C'est uniquement dans la révolution que ce peuple se retrouve. Vous voyez, on a passé combien d'années de démocratie ? 27 ans. C'est bien cela ? Plus que ça. Finalement, cela a donné quoi ? Pendant qu'on finissait en 87 avec un niveau d'industrialisation pas mal, à peine combien d'années après 87, Faso Fani de Koudougou est mort, pourtant on est passé de Voltex à Faso Fani et ça montait bien. Mais on a dû fermer. On a privatisé tout. Et finalement, beaucoup de gens se sont retrouvés à la maison sans emploi. On a perdu toutes nos capacités et le désordre s'est installé.

Mais la révolution est venue. En 4 ans, mais on peut voir de manière concrète ce qui se passe dans tous les domaines, que ce soit la santé, l'éducation, l'agriculture, la défense. Je ne pense pas qu'on ait déjà atteint ce niveau-là. Donc, c'est la révolution qui marche avec notre peuple et je pense qu'il n'y a rien à faire. Nous sommes à la quatrième année, une année cruciale d'ailleurs, parce que certains ont dit de ne pas laisser une révolution atteindre 4 ans. Mais nous résistons. On souhaite que le croisement de l'homme et de la femme, tel que vous l'avez dit, donne de très bons enfants et on prie Dieu pour cela.

La rédaction